ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2025

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 362

présenté par

Mme Lebon, M. Monnet, Mme Bourouaha, M. Bénard, M. Castor, M. Chassaigne, Mme Faucillon,
Mme K/Bidi, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot,
M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou

ARTICLE 27

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

I. – À la cinquième ligne de la seconde colonne du tableau à l'alinéa 2, substituer au montant :

« 15,7 »

le montant :

« 16,5 ».

II. – En conséquence, à l'avant-dernière ligne de la même colonne du même tableau du même alinéa, substituer au montant :

« 3,5 »

le montant :

« 2,7 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, rédigé en partenariat avec le Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux, vise à renforcer les moyens financiers des Établissements et Services Médico-Sociaux prenant en charge des personnes en situation de handicap par l'attribution d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 800 millions d'euros, soit une hausse de 5 % par rapport au montant alloué dans l'ONDAM 2024.

Cette demande se justifie par les difficultés financières majeures que traverse actuellement ce secteur. Selon une enquête récente menée par le Groupe national des Établissements Publics Sociaux et Médico-Sociaux (GEPSO), 52 % des établissements publics interrogés accompagnant des personnes en situation de handicap affichent un déficit supérieur à 5 %. Ce chiffre témoigne d'une dégradation alarmante des finances des ESMS concernés, dégradation liée à l'importante hausse de charge que ces structures ont subi en 2023 du fait de l'inflation. Toujours selon l'enquête du GEPSO, cette situation a d'ores et déjà conduit plus de 80 % des établissements concernés à mettre en place une politique de réduction des dépenses au détriment des personnes prises en charges et de la qualité des conditions de travail des personnels de ces établissements.

Pour toutes ces raisons, l'enveloppe de 800 millions d'euros supplémentaire proposée par cet amendement constitue une réponse nécessaire et proportionnée à ces enjeux. Elle permettra de rétablir l'équilibre financier des établissements et d'éviter qu'ils ne tombent dans une spirale de déficits structurels qui mettraient en péril la qualité de l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

En raison de l'article 40, une réduction de l'objectif de dépenses des « autres prises en charge » a dû être opérée par les signataires de cet amendement mais ces derniers ne préconisent d'aucune manière une telle réduction.